

## CHAPITRE XVII

### L'ISLAMISME : SAHARA ET OUGANDA

CALOMNIES. — CHAPITRE, ÉLECTION DE M<sup>ST</sup> LIVINHAC. — LE CARDINAL A BISKRA. — LETTRE AU ROI LÉOPOLD. — LE SNOUSSISME. — LETTRE SUR LA PÉNÉTRATION DU SAHARA. — L'HOSPICE PROJETÉ DE BISKRA. — RÉVOLUTION DANS L'OUGANDA. — CHUTE DE MWANGA; EXIL DE LA MISSION. — MWANGA RÉFUGIÉ CHEZ LES PÈRES. — LA MISSION BLOQUÉE. — VOIE DU NYASSA OUVERTE. — DÉPART DE MISSIONNAIRES D'ALGER.

1889-1890.

Le Cardinal venait à peine de mettre le pied hors de la France que déjà l'ingratitude était à sa poursuite. Dès son arrivée à Alger, il reçut un méchant article du journal le *Matin*, à la date du 14 octobre, jour même de son embarquement. C'était une bordée d'injures que son ténébreux auteur n'avait pas osé signer : faste insolent, prodigalités criantes, entreprises risquées, fondations précaires, complicités dangereuses, relations antinationales, ingérences indiscrettes, politique de bascule, ambitions inassouvies, maladies simulées, et le reste. Le Cardinal y reconnut sans peine le levain amer d'anciens ressentiments, et il laissa dédaigneusement à la presse honnête et vraiment française le soin de répondre à ces méchantes pages.

Seulement le venimeux article touchait à son honneur par un point plus sensible. Il avançait qu'autant le Cardi-

nal était méprisant pour le général Boulanger, aujourd'hui tombé, autant il lui avait été favorable et même secourable aux jours de sa puissance. C'était un double mensonge ; et le 17 octobre, le Cardinal y répondit brièvement dans le journal le *Monde* : « Je ne suis étonné, Monsieur, ni qu'on publie contre moi ces articles outrageants, ni qu'on ait attendu, pour le faire, l'heure de mon départ : c'est trop dans la nature humaine. Mais je veux protester dans vos colonnes contre un propos odieux qui m'est prêté sur des vaincus. Ce propos, je ne l'ai point tenu.

« Quant aux autres articles malveillants, il suffit de les lire pour voir qu'ils sont une œuvre de haine et de vengeance, et leur attribuer dès lors leur valeur. Je n'ai donc qu'à me taire et à pardonner. »

Au moment où il débarquait à Alger, il y avait trois semaines qu'un grand acte venait d'y être accompli à Maison-Carrée. Les trois années du supérieurat du R. P. Deguerry allaient expirer. Devant ses instances réitérées pour résigner ses fonctions, la Société avait été invitée par le Cardinal à lui donner un successeur, dans le chapitre réuni après la retraite de septembre 1889. Absent et malade alors, M<sup>gr</sup> Lavigerie voulut du moins se rendre présent au conseil par une longue Lettre d'avis, qu'il lui adressa de Cambô, et qui commençait ainsi : « Ce chapitre, mes enfants, est, selon les probabilités humaines, le dernier que vous tiendrez pendant ma vie. D'après les décisions prises par vous, il y a trois ans, vous ne devez plus, en effet, vous réunir en chapitre que toutes les six années. Or dans six ans, avec les infirmités qui s'appesantissent sur moi et les fatigues extrêmes que j'ai dû porter depuis plus d'une année, il est probable que Dieu m'aura rappelé à lui. »

Dans cette pensée, le Cardinal, désirant assurer l'avenir de la société et se survivre à lui-même dans un fils de son cœur, attirait l'attention du chapitre sur le nom de M<sup>gr</sup> Livinhac, l'homme le plus au courant des choses de l'Afrique équatoriale, laquelle devenait de plus en plus le grand

champ d'action de ses missionnaires. Lui qui jusqu'alors, comme il le faisait remarquer, « n'avait jamais consenti à leur dire un seul mot, soit en particulier, soit en public, pour recommander ceux sur lesquels il pensait que devaient se porter leurs suffrages, afin de ne pas gêner, sans motif suffisant, l'exercice de leur liberté », s'excusait auprès d'eux de leur rendre cette fois ce service suprême. Il leur disait « qu'au cas où leur avis serait conforme au sien, il se proposait de demander lui-même au Saint-Siège de relever le Vicaire apostolique du Nyanza des fonctions qui le rattachaient à ce vicariat, pour lui permettre d'accepter une situation où le bien qu'il ferait serait plus grand encore. »

« L'avis du père, répondirent-ils eux-mêmes, était depuis longtemps celui de ses enfants. » Le 24 septembre 1889, fête de Notre-Dame de la Merci, M<sup>gr</sup> Livinhac fut donc, à son insu, porté, pour six ans, à la tête de la Société, où le maintient encore fidèlement aujourd'hui l'affectueuse confiance de sa famille religieuse.

En attendant son retour, qui demandait de longs mois et que les révolutions du pays pouvaient retarder encore, le R. P. Deguerry, nommé premier assistant, continuait à exercer les fonctions de son ancienne charge.

Les malades sont nombreux qui viennent, durant l'hiver, demander leur guérison au climat de l'Algérie. La première lettre qu'à son retour l'Archevêque adressa à ses prêtres, est une Circulaire du 15 décembre pour leur recommander, corps et âmes, ces poitrinaires pour lesquels il indique les meilleures stations, le traitement le plus salubre, avec des prescriptions hygiéniques et médicales que lui dicte l'expérience et qui sembleraient relever d'un autre ministère que le sien.

Ces *Avis sur l'exercice de la charité fraternelle*, selon le titre même de cette lettre, lui-même les appuyait de son propre exemple. Dans ces mêmes jours, M<sup>gr</sup> Koppes, évêque du grand-duché du Luxembourg, lui ayant adressé un jeune

séminariste, que les médecins envoyaient refaire en Algérie sa poitrine brisée, le Cardinal répondit : « Obligés de recevoir la charité de tous, nous ne pouvons la refuser à personne. Envoyez-moi votre enfant : nous ferons tout pour l'arracher à la mort, et, s'il se peut, à la maladie. » On le pria de lui donner place au grand séminaire de Kouba : il le garda près de lui, chez lui, à Saint-Eugène, lui donnant le meilleur médecin de l'hôpital du Dey, se faisant son infirmier, et se mettant à l'œuvre de le guérir, à tout prix : « J'éprouve, écrit-il, j'éprouve à le voir se ranimer et ressusciter ainsi, combien, selon le langage de saint Paul, on est plus heureux de donner que de recevoir. » Le 16 janvier 1890, le Cardinal expédia le jeune abbé Jungblut dans sa demeure de Biskra, accompagné de son secrétaire, M. Hurabielle, et d'un de ses domestiques, afin qu'il y respirât l'air tiède de l'oasis : « Entendez bien : ce que vous aurez fait à ce petit, vous l'aurez fait à moi-même, dit-il au secrétaire. Vous voyez assez tout ce que je fais pour lui ! » Puis ce furent des vœux, des bénédictions des conseils, des tendresses sans fin. Des dépêches arrivaient de Biskra chaque jour, apportant des nouvelles dont quelques-unes jetaient le Cardinal dans des inquiétudes et des empressements qui ne prirent fin que le jour où lui-même put aller revoir son enfant, le soigner, l'égayer, le distraire, présider à ses repas, diriger ses lectures, enfin redevenir son médecin, son ami, son père.

Ce fut le 4 février 1890 que le Cardinal commença son troisième hivernage à Biskra. Il y apportait le grave souci de sa lutte contre l'esclavage, et le souci non moins grave des événements qui se passaient alors dans l'Ouganda. De part et d'autre, c'était l'islamisme qui fomentait le mal. Nous en parlerons successivement.

La Conférence de Bruxelles s'était ouverte, le 8 novembre 1889, au ministère des Affaires étrangères de cette capitale : L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarck, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie,

les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Turquie, les États-Unis, la Perse, l'État indépendant du Congo y étaient représentés par leurs plénipotentiaires et leurs délégués. Le prince de Chimay fit accepter la présidence à M. le baron de Lambermont; et la question de l'esclavage se posa devant l'assemblée immédiatement. « Il ne se passe pas un seul jour, écrivait le 19 mars M<sup>gr</sup> Lavigerie, sans que ma pensée ne se reporte sur la Conférence de Bruxelles, et que je ne fasse des vœux pour le complet succès de ses travaux en faveur de l'abolition de l'esclavage africain. »

Celui qui avait été le premier inspirateur et auteur de cette réunion, et qui aurait dû y être admis au premier rang, comme représentant du Saint-Siège, en demeura du moins l'âme invisiblement. Dix jours avant l'ouverture, il avait adressé au roi Léopold II une lettre ou Mémoire imprimé d'une quarantaine de pages formulant à peu près le programme qu'il souhaitait de voir rempli par les représentants des puissances. Le 19 mars 1890, une seconde Lettre de près de soixante-dix pages, avait surtout pour objet de dénoncer le péril musulman dans une de ses manifestations les plus récentes et les plus menaçantes à la fois : le madhisme. Ce n'était pas le madhisme tel qu'il venait alors de se produire dans les événements du Haut Nil, mais celui qui, sous le nom de snoussisme, suscitait un terrible réveil de l'islamisme sur l'Afrique tout entière.

« Retenu, écrit-il, perdu pour ainsi dire aux confins de la Barbarie, je ne cesse de méditer sur les maux qui m'entourent, et que je touche ici, près de moi, ne serait-ce que par les récits qui m'en sont faits chaque jour, et par la vue des anciens esclaves sahariens qui sont venus chercher un asile à l'ombre de notre drapeau. Une partie de la population de Biskra appartient à la race soudanienne. Au milieu des représentants de vingt races diverses, successivement établis dans cette ancienne capitale des Zibans, Berbères, Touareg, Arabes, Turcs, Français, Italiens, nous recevons les échos de tous les points de l'intérieur de l'Afrique pour

en tirer des enseignements pratiques en faveur de notre pacifique croisade. »

Le Cardinal fait donc savoir à l'Europe assemblée que, depuis le moment où, en 1796, il y a juste un siècle, le chériforanaï Si Mohammed ben Esnoussi, ou Snoussi, s'est déclaré madhi, c'est-à-dire prophète, pour relever l'islamisme amoindri et défaillant, une formidable corporation de *khouans*, ou frères, s'entasse dans une centaine de *zaouias* nommées *snoussias*, de l'Afrique centrale et septentrionale, et cela en dépit du Grand Turc et de l'islamisme officiel. Débordant aujourd'hui sur toute la face des royaumes noirs de l'Afrique du Nord, dans l'Égypte, la Nubie, le Soudan égyptien, le Darfour, le Bornou, le Maroc, le Sahara, la Sénégambie, le Sénégal, la Nigritie et jusqu'à la côte de Bénin et la Côte d'Or, poussant ses émissaires jusqu'aux Lacs équatoriaux, cette association, qui se recrute et s'enrichit par la traite des noirs, son principal commerce, a réussi à s'agréger des centaines de mille fanatiques, avec une armée libre qui ne compte pas moins de 30.000 fantassins et 15.000 cavaliers prêts à toutes les expéditions. La grande zaouia de Djerboub, sur les confins de la Tripolitaine, riche de ses immenses ressources d'élevage et de négoce, en est l'arsenal redoutable, renfermant des milliers de fusils, de tonneaux de poudre et de nombreux canons. L'effervescence est extrême. Un vaste soulèvement se prépare qui n'a qu'un but, un seul : entraîner contre nous le Soudan tout entier, et jeter au plus tôt les Européens à la mer. Ainsi l'ont annoncé les prophéties, ainsi les enfants eux-mêmes le chantent-ils sous la tente. Le Cardinal énumère un à un ces postes d'action et d'observation. Il cite les livres spéciaux : *Marabouts et Khouans*, du colonel Kinn, les *Touareg du Nord*, de M. Henri Duvivier ; la *Conquête pacifique de l'intérieur africain*, par le général Philebert. Le péril suscité par ce fanatisme armé n'est pas seulement celui de l'Afrique, il peut devenir, comme au cinquième et sixième siècle, celui de l'Europe elle-même et

du monde entier. La Conférence de Bruxelles ne peut ignorer ces choses : aveugle qui ne voit pas cela ! La Turquie elle-même n'échappera pas plus au péril que les États chrétiens ; et le Cardinal rappelle cette parole du fils et successeur du premier Snoussi : « Les Turcs et les chrétiens, tous de la même bande ; je les détruirai tous ensemble ! »

La Turquie répudiait donc ces irréguliers près d'être des rebelles. Même un mois après la réunion de la conférence, 4 décembre, le gouvernement ottoman avait sanctionné, par un iradé impérial, un règlement prohibant désormais la traite des noirs. Le madhisme y avait répondu par des cris de rage : c'était l'apostasie des traditions de l'islam ! M<sup>gr</sup> Lavigerie félicita doublement le Sultan et du décret porté et des injures reçues, en lui donnant à méditer à lui aussi la devise madhiste : « Turcs et chrétiens, tous du même bord, dignes de la même mort. »

Mais nous-mêmes avons une tâche nationale à accomplir. Ce fut le sujet d'une autre Lettre d'une trentaine de pages, très nourrie de faits, très vive de forme, adressée, le 25 mars, presque aussitôt que la première, à M. Keller. Elle est, plus que la précédente encore, éloquente et pressante, car c'est de la France qu'il s'agit, de l'œuvre de la France, et elle s'adresse aux Français.

Le repaire du snoussisme esclavagiste, écrit-il, c'est le Soudan, cet immense parc traversé par des troupeaux de bétail humain, et pour l'atteindre, il faut traverser le Sahara. Sahara et Soudan sont des territoires attribués à la France. C'est donc à la France que s'impose d'abord la pénétration du Sahara. Elle s'impose à sa conscience de libératrice et de vengeresse de la race humaine. Elle s'impose à la sécurité de ses deux colonies de l'Algérie et du Sénégal. « Elle s'impose enfin à son honneur compromis depuis vingt ans, par les massacres de nos nationaux voyageurs et missionnaires, qui font chanter aux femmes des Touareg que la France n'ose plus affronter l'intrépidité farouche des combattants du désert ; de sorte que, de son

ancien prestige, il ne lui reste plus que la honte, la honte d'une mère qui a dû laisser massacrer, sans y laisser sa vie, ses propres enfants sous ses yeux! »

La question de la pénétration de ce désert, par la construction d'un chemin de fer transsaharien, étudiée et propagée par M. l'ingénieur Roland, était à l'ordre du jour, dès lors comme aujourd'hui. M<sup>gr</sup> Lavigerie en donne les voies et moyens, et en dresse le tracé jusqu'à Tombouctou. Mais encore faudrait-il que préalablement une expédition, ou mieux une exploration armée, pacifiât le pays par la victoire et nous le gagnât par la bonté. Pour cela, un chef serait nécessaire qui réunit les vertus de l'apôtre et du soldat. « Ce chef, je le connais, reprend le Cardinal. Je suis certain à l'avance de son triomphe sur tous les obstacles et sur tous les périls. Si certes il voulait me prendre avec lui, malgré ma vieillesse, pour aumônier de sa petite troupe, je n'hésiterais pas à accepter de le suivre. Je pourrais, il est vrai, succomber aux fatigues; mais il a suffi à Moïse, qui était encore plus vieux que je ne le suis, pour sauver le peuple de Dieu, de l'accompagner jusqu'en vue de la Terre Sainte, et d'avoir entonné le chant de l'action de grâces.

« Souvent, en esprit, écrit-il encore ici, dans une solitude, sur ces confins du Sahara, il m'a semblé voir briller au-dessus des oasis lointaines qui apparaissent à l'horizon comme les îles qui bordent l'Océan, la grande parole africaine sortie de cette Carthage dont je vais, dans quelques semaines, consacrer la nouvelle basilique : *Sanguis martyrum semen christianorum.* »

La conquête du pays se ferait par la charité. Un établissement de charité se préparait dès lors sur les confins du désert : « J'ai commencé par acheter ici, à Biskra, une terre aride, comme elles le sont dans le désert, avant que l'homme ne les vivifie en cherchant des eaux abondantes sous sa surface brûlée par le soleil. Elles sont trouvées. A côté s'élève une construction modeste, mais

suffisante, sur la porte de laquelle je veux écrire le nom qu'elle doit porter parmi les indigènes; *Bit Allah*, maison de Dieu. Cette maison, je la destine à un triple usage. Le premier, à la formation de ceux que je nommerai les *Frères du Sahara* ou khouans chrétiens, et qui viendront ici assurer par la charité la conquête morale du pays. Le second, à l'hospitalisation soit des Arabes et des voyageurs sans asile, en dehors des limites de la domination française, soit des esclaves fugitifs qui y voudront trouver un refuge et la liberté, et y seront reçus gratuitement pendant trois jours. Enfin un hôpital de malades où seront gratuitement soignés les nègres du Sahara indépendant qui s'y présenteront, et auquel seront attachés des médecins nègres, à mes frais. »

La propriété qu'il venait d'acquérir était celle de M'Salla, à quinze cents mètres de Biskra, de la contenance d'une vingtaine d'hectares qu'il fallait planter et bâtir.

« D'un bout à l'autre de ces déserts, écrit-il encore, on se répétera bientôt que, dans le désert français, il existe une maison uniquement créée pour l'exercice de la charité envers les populations sahariennes. — Tout voyageur, se diront-ils, a droit d'y recevoir gratuitement un abri, s'il ne peut s'en procurer d'autre. Tout esclave fugitif y retrouvera non seulement sa liberté, mais encore l'assurance d'un avenir de travail libre et de paix; tout malheureux malade y trouvera des médecins de son propre sang ». Et ils pourront ajouter : « Les hommes qui ont établi cette première étape de la miséricorde et de la civilisation veulent pousser de loin en loin leur entreprise. Bientôt Tougourt en verra une semblable, et après Tougourt Ouargla; et ensuite plus loin encore. — Et alors chacun comprendra, par cet exemple, quels sont nos vrais desseins sur les populations de l'oasis. »

Telle fut la première conception et origine de ce qu'on nomma plus tard « les Pionniers armés du Sahara ». Ces volontaires, écrit le Cardinal, ne sont pas les volontaires

de la guerre et de la destruction, mais les volontaires de la civilisation et de la paix. » Ce fut l'institution dans sa primitive conception et sa première forme, un Institut non militaire, mais hospitalier, rien de plus.

Mais à cette heure, ce qui, plus encore que le Sahara et le Soudan, remplissait les pensées du solitaire de Biskra, c'était l'œuvre de destruction que l'islamisme accomplissait cette fois dans l'Ouganda. Il est temps de retourner nos regards de ce côté, en reprenant les événements au point où nous les avons laissés dans cette histoire (1).

Depuis la persécution et les glorieux martyres de 1886, le nombre des chrétiens n'avait pas cessé de s'élever dans le vicariat apostolique du Nyanza. Il en était de même de celui du Tanganika. On y avait donné à la station de Kibanga le nom de Lavigerie-ville; et des conversions nombreuses, un orphelinat de 300 enfants, un hôpital, une infirmerie, justifiaient ce grand nom de zèle et de charité. Dans le Haut-Congo, la mission transformait les mœurs des pêcheurs du Lac, pauvres gens dont la vie était à la merci des crocodiles et des hippopotames, et l'âme en proie à la terreur des maléfices et des superstitions barbares. Dans l'Ounyanyembé, l'orphelinat de Kipalapala grandissait dans le travail et la fidélité à la loi de l'Évangile. La station de M'pala, aux prises avec l'esclavagisme, reposait sous la main armée du capitaine Joubert, à l'ombre de la croix. C'était, à la fin de 1888, dans les deux vicariats, environ 10.000 chrétiens éprouvés, sans compter un plus grand nombre de catéchumènes épars. Les ouvriers évangéliques ne pouvaient plus suffire à la tâche, et M<sup>sr</sup> Livinhac écrivait au Cardinal : « Voici que plusieurs d'entre nous ont dix ans d'Afrique équatoriale. C'est plus qu'il n'en faut pour user les constitutions les plus ro-

(2) V. sur toute cette révolution de l'Ouganda l'excellente *Vie du R. P. Lourdel*, par M. l'abbé Nicq, ch. xviii et xix. (Paris, Poussielgue, 1895.)

bustes. Je supplie donc Votre Éminence de nous envoyer des missionnaires, et des missionnaires de choix ; car Dieu semble avoir des desseins particuliers de miséricorde sur les Bagandas. »

Mais, de ce côté aussi, le grand péril de la mission c'était l'islam et l'influence des Arabes musulmans. Ce péril avait éclaté dans la fin de l'année 1888, à la suite et à propos de l'occupation allemande et anglaise sur le littoral, laquelle s'était répercutée jusque sur les bords des lacs.

Les Arabes, et avec eux les indigènes musulmanisés par eux, y avaient soufflé la haine et prêché l'expulsion de tous les blancs indistinctement. Ils n'étaient que trop écoutés. Le roi Mwanga, doublement menacé par le Haut Nil et par la côte, se montrait impatient, irrité, violent. L'imprudence d'un nouveau venu vint mettre le feu aux poudres. Un évêque anglican, M. Gordon, se présenta à lui et à sa cour avec une lettre tellement impérieuse de son gouvernement, et lui-même, en la présentant, y mit un tel ton de commandement et de hauteur, que l'assemblée n'y tint plus. L'Anglais fut hué, insulté, menacé de mort par les seigneurs et les guerriers. Le roi, furieux, jeta sur la lettre une poignée de cendre ; c'était une déclaration de guerre en forme : « Achetez des fusils, de la poudre, beaucoup de fusils ! » s'écriaient les noirs en brandissant leurs piques. Tous jurèrent de donner leur vie pour le roi et le royaume.

Sur ses entrefaites, ce même roi, que l'on avait juré de défendre jusqu'au dernier soupir, fut renversé et chassé par son peuple. Les nègres le trouvaient trop cruel, les Arabes trop perfide. Des dépêches parties de Zanzibar au commencement de janvier 1889, puis des lettres du P. Jamet, de la procure de cette île, apprirent au Cardinal que depuis le mois d'octobre Mwanga était en fuite, et que Kiweva, son frère, avait été mis à sa place par les musulmans. Celui-ci eût voulu d'abord épargner les chrétiens. Mais les Arabes lui avaient imposé pour tâche d'en finir

avec la mission et les missionnaires. Le vendredi 12 octobre, il jeta donc pêle-mêle prêtres catholiques et ministres protestants dans la même prison, après avoir pillé, saccagé, brûlé ce qu'ils possédaient, et dispersé en grande partie leurs orphelins.

L'emprisonnement dura une semaine ; et quelle horrible semaine ! Autour d'eux, les captifs n'entendaient que gens délibérant ou devisant sur le genre de supplice qui leur était réservé : Les fera-t-on passer par le feu ? Leur crevera-t-on les yeux ? Mais d'autres blancs les vengeront ; et qui peut résister aux armes et aux maléices des blancs ? On les relâcha finalement, par peur des représailles, avec ordre de quitter le royaume pour toujours. M<sup>gr</sup> Livinhac, ses missionnaires, ses orphelins furent embarqués sur un bateau appartenant à la mission anglaise. C'est une mer que le lac. On était déjà au large quand, d'un coup de tête, un hippopotame coule la barque et jette à l'eau l'évêque et ses compagnons. Cinq des orphelins périrent. Tous auraient été noyés si une pirogue de pêcheurs, qui se trouvait là providentiellement, n'eût recueilli les naufragés et ne les eût déposés dans une petite île presque déserte. C'est de là, qu'après dix-sept jours d'effroyable misère, ils atteignirent, au sud du lac, le territoire du Bukumbi où ils se blottirent dans quelques huttes, en donnant à cette station le nom consolateur de Notre-Dame des Exilés.

M<sup>gr</sup> Livinhac écrivit de là au Cardinal qu'ils manquaient de tout, qu'ils étaient à moitié nus, que leurs pertes s'élevaient au moins à 100.000 francs. Le bon pasteur ajoutait : « Plusieurs centaines de chrétiens se disposent à venir nous rejoindre. Mais que deviendront les deux ou trois mille néophytes ou catéchumènes qui ne pourront quitter leur pays ? Les musulmans leur feront probablement entendre leur inexorable : Crois ou meurs ! et ils n'auront plus autour d'eux les missionnaires pour les encourager à mourir pour leur foi. » La fin de cette lettre disait :

« Profondément affligés des malheurs qui ont fondu sur notre mission, nous sommes cependant heureux d'avoir été trouvés dignes de souffrir sinon le martyre, du moins la prison, le mépris, la pauvreté et l'exil *pro nomine Jesu*. Cela fait plus de bien à l'âme que la meilleure des retraites. » La main qui écrivait ces lignes avouait qu'elle était encore secouée par le tremblement de la fièvre.

A ces nouvelles, le Cardinal poussa un cri de détresse : « C'est à coup sûr, écrivit-il dans le *Bulletin des Missions*, pour le présent et pour l'avenir, l'événement le plus grave qui se soit produit en ce siècle dans l'Afrique équatoriale; et aussi le coup le plus rude porté à l'influence européenne dans le centre de l'Afrique orientale. » Dès la première dépêche reçue par Zanzibar, il avait écrit à Rome et fait dire à la Propagande qu'il était sûr de ses fils : « Je ne sais ce que le bon Dieu leur réserve, disait-il, mais je les connais assez pour savoir qu'ils seront martyrs jusqu'au dernier, par la grâce de Dieu. » Et quelques lignes après : « Vous devez juger aisément que toute notre congrégation et moi-même sommes profondément affectés d'un si grave événement. Mais nous n'avons pas le chagrin d'avoir un seul apostat, même parmi les noirs. »

C'est en pleine campagne anti-esclavagiste, en février et mars 1889, que M<sup>gr</sup> Lavigerie recevait l'annonce de cette révolution. On devine le parti qu'en tirait, pour sa cause et contre l'oppression musulmane, le vengeur des droits de l'humanité universelle. Aussi bien M<sup>gr</sup> Livinhac lui écrivait-il du Bukumbi : « Ce sont les musulmans venus de Zanzibar et leurs adeptes qui sont la cause, l'unique cause de notre expulsion. Nos néophytes ont été attaqués, et nous avons été pillés, mis en prison et chassés en haine de la religion chrétienne. Les dernières paroles que nous a adressées le chef musulman de l'escorte qui nous conduisait au lac, a été celle-ci : « Vous saurez, et vous ferez savoir aux *Bazoungou* (Européens) que nous ne voulons plus de leur religion dans l'Ouganda. Nous voulons l'isla-

misme, rien que l'islamisme. Si un Européen remet le pied sur le sol, nous le mettrons aux fers et nous le chasserons au bout de quatre ans de prison. » Cette lettre concluait ainsi : « La grande plaie de l'Afrique équatoriale, ce n'est pas l'esclavage, ni la superstition, ni la barbarie, ce sont les Arabes. Puisse-t-on le comprendre dans les cours de l'Europe ! Tant qu'on laissera les commerçants esclavagistes de Zanzibar continuer leur trafic ici, tant qu'on leur permettra d'avoir poudre et fusils, on travaillera en vain à détruire la traite et à civiliser l'Afrique. »

Pendant que M<sup>gr</sup> Lavigerie faisait savoir à Rome son regret croissant que la France n'eût pas cru pouvoir accepter naguère le protectorat de ces rives troublées, des remerciements lui arrivaient d'Angleterre pour les bons services que ses missionnaires avaient rendus aux prédicants protestants, dans leur prison commune. MM. Walcker et Gordon, surpris par les soldats, n'avaient eu le temps de rien emporter avec eux, et ils avaient raconté, par lettres, à leur pays l'assistance que, dans leur détresse, ils avaient reçue des missionnaires français. Le gouvernement britannique, touché de reconnaissance, chargea son Ambassadeur à Paris d'en porter l'expression à notre ministre des Affaires étrangères. Le 8 avril 1889, M. Spuller en écrivit à la procure des pères : « M. le ministre d'Angleterre à Paris vient de me faire savoir officiellement que le gouvernement de la Reine avait hautement apprécié l'assistance que les pères d'Alger ont prêtée aux deux missionnaires anglais gravement mis en péril par les indigènes. Je tiens à vous informer sans retard de cette démarche, et à vous transmettre, avec mes félicitations les remerciements du gouvernement britannique. »

M<sup>gr</sup> Livinhac avait écrit : « Tout espoir de retourner dans cette belle mission n'est pas perdu. Les Bagandas païens détestent les musulmans, et ils forment la masse de la population. Il est probable qu'ils ne tarderont pas à se révolter contre leurs oppresseurs, et à créer un roi qui

lèvera l'arrêt de bannissement porté contre nous. » Ces choses advinrent, mais d'autre sorte. Un jour, les exilés du Bukumbi ne furent pas peu surpris de voir arriver à eux leur ancien persécuteur, le meurtrier de leurs jeunes martyrs, qui venait leur demander asile. Mwanga poursuivi par ses ennemis, s'était dirigé vers eux avec une trentaine de ses pages. Le chef de sa garde royale, Honorat, un bon catholique, lui était demeuré fidèle : « Ma religion me défend de trahir mon serment, » avait-il répondu aux chefs musulmans. Mwanga le savait bien. Ses principaux amis vinrent le rejoindre dans l'exil. « Il nous a demandé pardon d'avoir persécuté les chrétiens, rapporte M<sup>sr</sup> Livinhac, dans une lettre du 21 décembre 1888, reconnaissant que c'était pour ce crime que Dieu l'avait renversé du trône. Tout en lui faisant comprendre l'énormité de ses fautes, nous l'avons reçu avec charité, et lui avons promis le pardon de la part de Dieu, pourvu qu'il se repentît du fond de son cœur. Nous voilà avec une cinquantaine de Bagandas en plus sur les bras. Nous avons en outre une centaine d'orphelins : ce qui fait deux cents personnes à nourrir et à vêtir ; et c'est notre pauvre budget qui doit fournir présentement à tous ces besoins ! — Enfin, nous sommes heureux d'exercer la charité à l'égard de cet infortuné. Puisse-t-il enfin comprendre les miséricordes de Dieu sur lui, et embrasser une religion qu'il a eu la folie de persécuter, et qui est maintenant son unique espérance ! »

Ces nouvelles, datées de décembre 1888, arrivaient au Cardinal en mai 1889. A cette dernière date, les choses avaient changé de face. Kiweva avait été renversé à son tour. Un de ses frères Karema avait été mis à sa place par les musulmans qui finalement demeurèrent seuls maîtres du pays. Mais ces bandits arabes, détestés autant que redoutés, gouvernèrent si bien qu'ils en vinrent à faire regretter la tyrannie de Mwanga. Une députation de chrétiens, catholiques et protestants, Honorat à leur tête, se rendit au Bukumbi et l'annonça aux pères qui en ins-

truisirent le roi. Celui-ci ne se fit pas prier : au bout de cinq mois d'exil, le 29 avril 1889, Mwanga dit adieu aux missionnaires, s'embarqua sur le bateau d'un commerçant anglais, avec toute son escorte, et fit voile vers l'Ouganda pour tenter une aventure dont personne ne pouvait prévoir l'issue.

Il avait dit aux pères qu'il les voulait avec lui, sans quoi il renoncerait à rentrer dans son royaume : « Nous irons, » répondit M<sup>gr</sup> Livinhac. C'était courir le risque de succomber avec lui. « Mais, explique une lettre du vicaire apostolique, si nous refusons de nous rendre à cette invitation, nous passerons pour des lâches qui prêchent le dévouement et ne savent pas se dévouer. Nous irons porter les secours religieux à nos malheureux chrétiens. Le missionnaire ne doit jamais reculer, pas même devant la mort, quand il s'agit d'étendre le royaume de Dieu. » Les PP. Lourdel et Benoist débarquèrent le 14 septembre 1889, dans la grande île de Sesé, où des centaines de disciples accoururent les rejoindre, pendant que Honorat avec sa petite troupe, s'avancait pour reconquérir à Mwanga le royaume de ses pères. Le peuple de plus en plus se détachait de Karema, un monstre pire que les autres, fanatique musulman, qui tuait ou brûlait quiconque refusait la circoncision. Les missionnaires ruinés par le pillage, les voyages et l'hospitalité donnée pendant cinq mois au roi, à sa cour et ses soldats, avouaient qu'ils n'avaient plus rien, ils souffraient de la faim : « Mais, disait une de leurs lettres, le bon Dieu nous fait la grâce d'être pleins de confiance parmi les périls et les épreuves. »

Le pire de la situation était la rupture des communications entre l'Ouganda et Zanzibar. La guerre allumée sur la côte orientale entre les Arabes et les indigènes d'une part et les Allemands d'autre part, avait pour les missionnaires cette double conséquence de menacer leurs établissements de l'Ounyanyembé, et de fermer à leurs courriers la route de l'Europe, à l'heure même où leur détresse implorait de l'Europe le plus urgent secours. Cette petite troupe per-

due n'avait plus que la ressource de vaincre ou de périr.

Les Allemands faisaient la guerre sur la côte, à l'allemande, une véritable guerre d'extermination, bombardant Bagamoyo, Saadani, Tamga, et bloquant les ports pour affamer la côte. Par représailles, les indigènes, sous la conduite de l'Arabe Bouchiri, interceptaient tout rapport entre l'intérieur et le littoral : « Je ne puis pourtant croire que l'Allemagne se propose de faire massacrer tous les blancs de l'intérieur, écrivait, le 15 janvier 1889, M<sup>gr</sup> Livinhac au Cardinal Lavigerie. Il faut cependant avouer qu'elle en prend les moyens. A la garde de Dieu ! Il sait que nous sommes venus ici pour établir son règne. Il ne permettra pas que les maladresses des puissances européennes aient les conséquences qu'elles semblent devoir amener. » Et le 2 mai, dans une autre lettre : « Les courriers européens ne peuvent plus voyager d'ici à la côte. Nous ne recevons plus de nouvelles du monde civilisé, et il nous est presque impossible de vous donner des nôtres. » Enfin, dans le mois suivant : « Si cet état de choses continue encore durant quelques mois, nous manquerons du nécessaire. Mais le bon Dieu sait mieux que nous ce qui nous convient, et nous nous abandonnons à sa providence toujours aimable. » Ce cri de détresse partait subrepticement, dissimulé dans les plis du pagne crasseux d'un nègre qui, pour quelques piastres, consentait à risquer sa vie sur le chemin de Zanzibar.

Restait encore un lien entre le littoral et les deux vicariats des lacs : c'était la maison de Kipalapala, proche de Tabora. Il fallut la quitter. Les indigènes l'enveloppaient, prêts à tout massacrer, au premier échec que leur infligeraient les blancs. Le Supérieur, le P. Hautteœur, y dirigeait l'orphelinat. Partageant ses enfants en deux troupes, il se replia sur le Bukumbi, où après des périls extrêmes il rejoignit enfin M<sup>gr</sup> Livinhac à Notre-Dame des Exilés.

Le Cardinal, qui devinait plutôt qu'il ne connaissait les maux de ses enfants, écrivait néanmoins qu'un tel état de choses était à bref délai la fin de ses missions et de ses

missionnaires « ensevelis, comme il s'exprimait, dans un tourbillon d'insurrections barbares ».

Mais comment les dégager ; par quelle voie arriver jusqu'à eux ? Il y avait songé. Dès janvier de cette année 1889, et aux premières nouvelles des événements de l'Ouganda, il s'était adressé au R. P. Deguerry : « Il n'y a plus qu'une seule voie libre pour pénétrer dans l'intérieur, lui écrivit-il, c'est la voie d'eau. Il faut se résigner à descendre jusqu'au Zambèze, à s'y embarquer, à remonter le Chiré et le Nyassa, à traverser le Tanganika et ensuite le plateau qui sépare ce dernier du Nyanza et de l'Albert-Nyanza. La route est libre, elle est salubre, et même assez facile pour les transports, dans la plus grande partie de son parcours. » Il fit plus, il demanda au R. P. Deguerry de partir pour Zanzibar et au delà, afin de s'assurer lui-même des passages : « Mon cher père, lui écrivait-il le 10 février, je vous ai demandé un grand sacrifice, surtout dans cette saison ; car, sur la Méditerranée du moins, la mer n'est pas belle. Je crois qu'en revanche, c'est la bonne époque d'Aden à Zanzibar. » Et il lui donnait les raisons de ce voyage, avec ses instructions : se tenir à portée des nouvelles et des personnes, pour diriger les missionnaires et l'informer lui-même dans ces circonstances graves ; empêcher les missionnaires de venir à la côte, ce qui serait une désertion de poste et une entreprise dangereuse ; trouver à Zanzibar des courriers à tout prix pour transmettre aux missions ses instructions et ses secours ; mais surtout chercher, en descendant jusqu'à Quilimane et Tété, possessions portugaises, la route par eau qui sauverait les communications et rétablirait le passage entre l'Europe et les Lacs.

Le R. P. Deguerry se mit en route sans retard. Le Cardinal écrivait de lui, le 30 mars, à Maison-Carrée : « Je prie le P. Lechaptois de recommander partout aux prières des pères le R. P. Deguerry, qui accomplit en ce moment un bel acte de dévouement et d'héroïsme. Ce serait le plus grand des malheurs s'il venait à succomber dans un

tel voyage, et au moment où il donne à toute la société une telle preuve d'attachement. »

Pendant ce temps-là, le Cardinal agissait auprès du Portugal en possession déjà ancienne des territoires avoisinant le Nyassa, et maître par conséquent de la route que l'on voulait s'ouvrir. Il obtint pleine satisfaction du gouvernement, et le 7 du mois de mai, le ministre des Affaires étrangères, M. Baros Gomès, ayant consulté la Chambre, répondit que « le Portugal donnerait tout l'appui qu'il pourrait aux missionnaires envoyés par le Cardinal Lavigerie pour l'intérieur de l'Afrique, déclarant une fois de plus tout le désir qu'il avait de voir se réaliser les désirs de l'éminent prélat. »

Rentré au mois de mai, le P. Deguerry avait déclaré que la voie fluviale était praticable, à des prix modérés, 2.000 francs par tonne, y compris les hommes d'équipe. Aucun danger n'existait jusqu'au nord du Nyassa, et de là au Tanganika le capitaine Joubert averti pourrait offrir une protection assurée.

On pouvait donc partir. Le 24 juin 1889, cinq missionnaires recevaient à Notre-Dame d'Afrique les adieux du Cardinal. Ils allaient fonder une nouvelle mission à Mporda, au sud du Nyassa et sur les bords du Chiré, dépendant du Portugal. Avant le baisement des pieds, le Cardinal préconisa les œuvres de la Société popularisée sous le nom de pères Blancs. « La voix du peuple a raison, mes chers frères, dit-il. Ce nom, ils le doivent encore plus aux ardeurs de leur charité, à ce soleil intérieur qui éclaire et enflamme leurs âmes et qui leur donne, non seulement aux regards des hommes mais au regard de Dieu, la blancheur éclatante de la justice et de la charité. »

Il célébra cette charité d'apôtres et de martyrs, et rappela les épreuves présentes de l'Ouganda : « Que deviennent mes chers fils? Chaque matin je tremble de recevoir une dépêche de Zanzibar qui m'annonce leur fin... — Comment la nommerai-je? — Ah, sans doute, pour eux

bienheureuse, mais pour nous pleine d'amertume. Et chaque matin, je lève les yeux sur les chemins, attendant, comme le père du jeune Tobie, le messenger qui m'annonce que mes fils sont sauvés. Mais non, mes très chers frères, le messenger n'est point venu. »

On avait dit que le Cardinal allait être forcé d'abandonner ses missions. Cette seule idée l'indigna : « Abandonner nos missions fondées depuis dix années, arrosées de notre sang ! Ah ! ceux qui ont dit cela ne savent pas de quel esprit nous sommes. C'est parce que le péril est plus pressant que nous ne pouvons les abandonner. Abandonner nos néophytes, nos catéchumènes, nos esclaves rachetés, pour sauver la vie d'un jour, jamais ! mes très chers frères, jamais ! J'aime mes fils. J'ai consacré la meilleure part de ma vie à former leur petite société que Dieu a visiblement bénie ; je les aime jusqu'à mourir pour eux, s'il le faut ; mais si je les voyais céder à la lâcheté pour sauver leur vie, en vérité, entendez ce que je dis, vous mes enfants qui allez partir : Vous avez témoigné le désir d'aller au combat, si vous désertiez un jour par quelque lâche faiblesse, je vous repousserais de moi. Mais non, mes chers fils, je n'ai rien de semblable à craindre de vous ; et vous, quoi qu'il arrive, vous pouvez compter sur mon cœur de père. »

Le Cardinal exalta le Portugal, son histoire maritime, ses gloires religieuses ; il commanda ensuite à la musique des apostoliques de jouer l'air national de ce généreux peuple : « C'est l'air qu'entendit peut-être saint François Xavier ! » dit-il. La foule des assistants débordait hors de l'église et priait pour les partants : « Écoutez, disait-il, à ses missionnaires, écoutez ces chants et ces voix ! C'est la voix de la prière ardente et attendrie qui demande à Dieu de vous garder la force au milieu des fatigues, la joie sainte du sacrifice au milieu des souffrances, et, au delà des bornes de cette vie pleine de larmes, de vous préparer les joies de l'éternité. »

Tout cela marchait de front, dans la vie du Cardinal, avec la seconde période de la campagne anti-esclavagiste que nous venons de raconter, et se passait au sein même des derniers préparatifs du congrès de Lucerne. Pendant ce temps-là, Dieu faisait lui-même son œuvre de salut dans l'Ouganda. Tandis que, fort du nombre de ses troupes, du secours des Arabes et des quinze cents fusils qui lui arrivaient du Zanguebar, le musulman Karema, pillant tout et brûlant tout, se disait assuré de la victoire et du trône, le chrétien Gabriel, successeur d'Honorat qui venait de périr, surprend sur le Nyanza les embarcations ennemies qui, par deux fois, font explosion sans qu'on en sache la cause, et perdent 1500 hommes d'équipage noyés ou tués. Les nègres chrétiens, sous une grêle de balles ou de flèches, n'avaient perdu que deux hommes. C'est au mois de novembre 1889, que M<sup>gr</sup> Livinhac annonça ces succès : « Dieu dût-il faire un miracle, écrivait-il au Cardinal, le parti musulman ne triomphera pas. » Il se disait pauvre, très pauvre, mais consolé et content. On allait manquer de chaussures, de linge, et de vin de messe, hélas ! « Toutefois, que Votre Éminence ne soit pas trop inquiète sur le sort de ses enfants du Nyanza, qui sont tous calmes et gais comme dans les plus beaux jours, dans la pensée qu'ils ont dans le ciel un bon père qui les garde *ut pupillam oculi*. »

En attendant, ils mouraient. Un de ces réfugiés de Notre-Dame des Exilés, à Kamoga, venu de l'orphelinat de Kipalapala, le bon père Chevalier, expirait le matin même de la Toussaint, en offrant à Dieu sa vie pour sa chère mission. Il tombait épuisé par les luttes qu'il avait dû soutenir pour arracher ses orphelins aux mains des brigands arabes, dans sa fuite du pays de l'Ounyanyembé. Les PP. Girault et Schynse venaient d'être rappelés, pour ne pas succomber promptement à leur tour. « Voilà le nombre de nos missionnaires bien réduit, écrivait M<sup>gr</sup> Livinhac, et parmi eux plusieurs sont déjà usés par les

fièvres et les privations. Je vous conjure donc, Éminence et très vénéré père, de nous envoyer du renfort dès que la route sera ouverte, en prenant pitié d'un Vicariat si éprouvé. » Le renfort était en route.

Mais quand, aux premiers mois de 1890, ces nouvelles arrivèrent à M<sup>gr</sup> Lavigerie, il n'était déjà plus à l'oasis de Biskra. La veille de son départ, le Cardinal se fit remettre la liste de tous les Arabes dont les pluies torrentielles de cette saison avaient délayé et détérioré les gourbis. Il s'en présenta chez lui vingt et un, et chacun reçut de sa main un louis de vingt francs pour adieu.

En même temps il faisait partir son jeune malade Luxembourgeois pour Alger, où il le fit installer confortablement à Saint-Eugène, chez lui. L'année suivante, il le fit hiverner à Sfax, en le recommandant à son charitable ami, M<sup>gr</sup> Polemini. Le jeune poitrinaire voulut revoir son bienfaiteur à Carthage. Il se traîna à la Marsa où il resta quelques jours. « Je me rappelle, nous raconte le secrétaire, l'émotion du Cardinal et ses sanglots, quand il vit s'éloigner la voiture qui emportait le cher enfant qu'il ne devait plus revoir en ce monde. »

La conférence de Bruxelles poursuivait son œuvre. M<sup>gr</sup> Lavigerie avait écrit à M<sup>gr</sup> l'évêque de Marseille : « A cause de ces travaux pour l'abolition de l'esclavage, j'ai dû ajourner la consécration de la cathédrale de Carthage ». Maintenant, fin de mars, l'heure était venue de présider à cette grande solennité de sa vie, en attendant qu'à Paris, le Congrès libre, se réunisse et mette le sceau à sa campagne de près de trois années contre l'esclavage africain.